


[www.fapee.com](http://www.fapee.com)

# FAPÉE

N° 37 - 2013



Rencontre de parents gestionnaires à Lomé

La FAPÉE a participé l'automne dernier, au côté des associations de parents gestionnaires, à un grand nombre de rencontres organisées, par l'AEFE, dans les différentes zones géographiques, pour permettre aux présidents et trésoriers des Conseils de gestion d'échanger, avec les équipes de direction, des principes de gouvernance et du mode de fonctionnement des établissements conventionnés.

Malgré les approches souvent divergentes de ces diverses implantations, tenant essentiellement à leur histoire, comme à leur positionnement géographique, ces réunions, qui se sont déroulées dans un excellent climat, ont été l'occasion d'une collaboration très constructive, profitable à l'évolution de l'ensemble du Réseau.

Elles ont mis en évidence l'attachement de tous aux valeurs d'ouverture, de respect et de responsabilité citoyenne de notre système éducatif et témoigné du désir commun de tirer le meilleur parti possible de la complémentarité des rôles.

Elles ont aussi témoigné de la remarquable implication de tous les bénévoles, qui se rendent disponibles, aux dépens de leur vie familiale comme professionnelle, pour mettre leurs compétences au service des établissements afin de leur donner les moyens de mener à bien leur tâche éducative.

A travers eux, ce sont les réalités profondes des pays dans lesquels s'exercent leurs responsabilités et les attentes des parents qui sont ainsi naturellement prises en compte, pour le plus grand bénéfice de notre système d'éducation et son rayonnement.

On peut toutefois se demander jusqu'à quel point il restera possible de se reposer autant sur des personnes bénévoles, qui assument la pleine responsabilité de la gestion, au regard notamment de la loi locale, et si la présence de collaborateurs permanents au service des conseils de gestion ne sera pas de plus en plus nécessaire pour

garantir la continuité et palier le manque croissant de disponibilité de chacun.

La pérennité des établissements conventionnés, qui sont fragilisés ici ou là par des problèmes croissants d'insécurité et la montée

de la crise économique, requiert aussi l'attention la plus grande des pouvoirs publics français, qui ne peuvent se reposer sur l'excellence de leur action, sans s'interroger sur la nature et l'importance du soutien qu'ils se doivent de leur apporter pour l'accomplissement de la mission de service public qui leur est confiée.

Les débats ont aussi porté sur le fonctionnement des établissements en revoyant les modes et principes de délégation et de contrôle et sur la nécessité d'élargir, au moins une fois par an, les consultations à l'ensemble de la communauté scolaire, aux instances politiques et à la société civile, pour mieux réfléchir aux décisions stratégiques pour bien préparer l'avenir.

De la même façon, l'implication et les compétences dont font preuve les associations de parents d'élèves des établissements en gestion directe de l'AEFE, comme celles du réseau propre de la MLF, mériteraient clairement d'être mieux mis à profit. S'il ne s'agit pas pour elles de devenir gestionnaires, elles doivent pouvoir jouer pleinement leur rôle de partenaire et être consultées régulièrement ■■■

## ENQUÊTE POSTBAC Quel pays ? LES RAISONS DE VOTRE CHOIX :

Ce questionnaire rapide s'adresse aux anciens élèves des lycées français à l'étranger. Il est important : Merci de demander à vos enfants étudiants d'y participer !

**Participez**



### Lycée Charles de Gaulle de Damas

#### On donne tout ce qu'on peut !

Seul lieu de culture occidentale encore ouvert en Syrie, le lycée français de Damas résiste pour les 230 élèves scolarisés. Même si la convention a été suspendue lors de la

fermeture de toutes les représentations françaises, l'établissement reste soutenu par l'AEFE et l'ANEFE. Le proviseur, Michel Leprêtre tient la barre. Tous les niveaux sont assurés, les personnels sont là, les élèves passeront le DNB sur place, les candidats au bac iront passer les épreuves à Beyrouth.

« Les perspectives liées à la situation politique sont illisibles mais on ne peut pas laisser tomber » déclare Elia Atiyeh, le trésorier du comité de gestion qui, inlassablement rappelle à tous que « **le lycée ne doit pas sombrer...c'est un principe moral, il faut penser l'avenir.** »

L'école n'aura fermé que 2 jours depuis septembre.





### Accueil des nouvelles familles organisé par l'UPEA du lycée français de Francfort

■ ■ ■ *et suffisamment en amont,* avant toute prise de décisions qui engage l'avenir d'établissements, dont les parents supportent majoritairement les coûts, et dont les options sont primordiales au futur de leurs enfants.

*Plus que jamais l'écoute de l'ensemble de la communauté scolaire et une plus grande considération des attentes profondes de parents, qui ont fait le choix conscient de confier leurs enfants à notre Réseau est une nécessité.* C'est seulement à ce prix que se maintiendra la confiance et que se développera l'esprit d'appartenance.

Nous voulons croire que cela deviendra de plus en plus une réalité.

*Francois Denis, président*



## Un outil au service d'une Autre Pédagogie

## La dématérialisation de l'école

L'ENT est classiquement un portail virtuel vers un ensemble de ressources disponibles pour chaque membre d'un groupe. A l'école, il n'est encore trop souvent qu'un lieu où l'on accède à des informations, encore trop peu le lieu d'un échange collaboratif entre profs et élèves ou élèves entre eux. Pourtant, l'ENT ouvre de fortes perspectives : il dématérialise l'espace de la classe et s'affranchit du temps scolaire en permettant une relation pédagogique hors les murs, hors temps scolaire ; Ainsi, une simple connexion à l'Internet permet le dépôt de cours, documents, consignes, devoirs, corrections, etc. Un enseignant peut également décider d'animer un chat pédagogique en horaires décalés ou programmer une réunion de travail à distance entre élèves. Les élèves peuvent facilement poursuivre, via un chat, un forum pédagogique ou encore via un document collaboratif, un travail commencé en classe. De plus, ces élèves peuvent se tenir informés en temps réel des activités en s'abonnant aux flux RSS des rubriques qui les intéressent.



**Travail collaboratif à tous les étages :**

L'ENT permet également de sortir du cadre du groupe classe, du cloisonnement disciplinaire pour fédérer autour d'un projet commun jusqu'alors réfréné par la rigidité des emplois du temps et l'espace formaté proposé par les manuels scolaires et les curricula classiques. L'ENT, par sa souplesse d'utilisation, facilite les participations croisées d'enseignants au sein des classes et le terme de communauté scolaire trouve alors un sens pratique.

## L'École 2.0 : la fin du manuel scolaire

Si le manuel scolaire fut une formidable avancée pour le monde de l'éducation dès le XVe siècle, un saut



évolutif issu de la mutation formalisant le passage de l'écriture à l'imprimerie, son utilisation dans l'école du XXI<sup>e</sup> siècle pose question. Dans un format numérique au pire une version simplement numérisée de l'édition papier, au mieux une version personnalisable avec des ressources en ligne, il reste pour Homo numericus le témoin d'une époque désormais révolue. **La table des matières pour l'élève natif de l'Internet s'appelle Google**, moteur de recherche qui renvoie vers l'infinitude des pages web dans lesquelles il trouve des forums, des cours, des exercices et bien sûr des corrigés parfois proposés par des enseignants. L'avènement prochain du web 3.0 – le web sémantique – fluidifiera et rendra encore plus prégnante cette façon de rechercher de l'information.

Dans le même esprit, **la cour de récréation trouve un prolongement virtuel dans MSN messenger ou dans des groupes Facebook** fermés où s'échangent, dans un langage souvent cryptologique, discussions, humeurs mais aussi informations à caractère scolaire prises et mises en ligne en trois coups de pouce à l'aide d'un smartphone. La firme Facebook propose depuis avril 2012 la création de groupes – Groups for Schools, réservés aux écoles au sens large du terme.

**L'École ne peut pas se permettre d'être absente de cette évolution.** Il lui appartient donc de réinvestir ces pratiques exogènes en les valorisant d'une plus-value pédagogique qu'elle seule peut apporter. L'ENT et ses multiples fonctionnalités sont de la même veine technologique et culturelle que ces usages d'élèves, il peut par conséquent être la pierre angulaire de l'École 2.0.

*D'après un article de M. Vincent Faillet, Cahiers de l'Education N°118*

## **Bamako : la plate-forme pédagogique du Lycée Liberté**

La situation sécuritaire au Mali a contraint l'établissement Liberté de Bamako à fermer ses portes au public de la mi-janvier à la mi-mars. L'équipe pédagogique s'est alors mobilisée pour continuer à dispenser les cours sur l'ensemble du primaire et du secondaire. Thomas Castanet, professeur de mathématiques, a mis en place un site Internet permettant aux professeurs et aux élèves de continuer à travailler. Chaque professeur et chaque élève ont reçu un identifiant leur permettant d'accéder à un espace de dialogues et d'échanges personnalisé et privé.

Les équipes pédagogiques des différents niveaux se sont alors concertées sur le rythme de travail à adopter : se partageant les jours de la semaine, chaque enseignant mettait en ligne ses cours sur la plate-forme en indiquant ses attentes.

Ainsi, sur une période de 5 semaines, les élèves recevaient le travail des professeurs avec d'autres éléments d'appui (sites documentaires, corrections détaillées...). En cas de difficulté, les élèves avaient la possibilité de poser leurs questions directement à leurs professeurs.

Régulièrement, les familles déposaient dans l'établissement les devoirs sur feuille demandés. La correction était faite par les professeurs habituels.

Actuellement, le lycée «Liberté» a rouvert ses portes. L'implication de l'administration et des enseignants a évité la fermeture définitive de l'établissement et a permis aux élèves de rester soumis à un rythme proche du rythme scolaire pendant cette période difficile.

La plate-forme Liberté est toujours active  
offrant aux élèves et aux enseignants un nouvel  
espace d'échanges.



# LA MUTATION NUMÉRIQUE

## Etat des lieux et attentes dans un monde HYPER CONNECTÉ

Le numérique est une révolution de la connaissance collaborative dans un monde hyper-connecté. Beaucoup d'usages, de pratiques pédagogiques et de contenus évoluent et devront évoluer encore davantage.

Si nombre d'établissements scolaires se sont équipés et ont mis en place un environnement numérique de travail, les usages pédagogiques des TIC (technologies de l'information et de la communication) restent essentiellement cantonnés à la préparation des cours. Les ENT (PRONOTE, EDUC'HORUS...) servent essentiellement pour la gestion administrative.

Le rapport Fourgous (2012) "*Apprendre autrement à l'ère du numérique*" constate que la majorité des enseignants font des recherches sur internet pour préparer leurs cours mais que leur pédagogie reste inchangée ; rares sont ceux qui se l'ont suffisamment approprié pour un cours plus interactif, une pédagogie innovante, où l'élève devient acteur, producteur et créateur.

Le « blended learning », l'apprentissage mêlant travail en présentiel et à distance qui développent les compétences transversales (autonomie, adaptabilité, collaboration, créativité, etc.) est encore peu développé.

Si l'on souhaite que les outils numériques rendent les apprentissages des jeunes plus efficaces, il est nécessaire que les contextes dans lesquels ils sont utilisés évoluent. La culture scolaire classique, pédagogie transmissive, très "techno-centrée" (sur le champ disciplinaire) doit laisser place à une nouvelle organisation pédagogique.

**Tout repose sur la formation initiale et l'envie de se former en continu de l'enseignant.**

### Le débat des classiques contre les modernes

Certains contradicteurs affirment que les TIC n'améliorent pas significativement les résultats scolaires. D'autres s'interrogent. « *Internet rend-il bête ?* » se demandait Nicholas Carr dans un livre paru en 2011. Notre cerveau s'adapte aux « nouvelles » technologies et nous perdons notre capacité à nous concentrer. La preuve dans la généralisation du zapping, mode de fonctionnement privilégié des jeunes; le risque existe de devenir davantage des « lecteurs distraits » par toute l'information accessible rapidement en ligne (via les liens hypertextes notamment).

En réponse, les tenants de la modernité rappellent que **l'apprentissage est un processus**, distribué entre le détenteur du savoir, l'environnement dans lequel le savoir évolue, et l'activité à laquelle l'apprenant participe.

**Depuis 20 ans, la trajectoire qui mène au savoir a été modifiée ; elle est devenue plus riche et plus complexe. Le cadre du savoir transmis en classe a explosé.**

La motivation, le travail diversifié et par projet, l'interaction avec autrui, la capacité à s'auto-évaluer, sont des facteurs clé du processus d'apprentissage.



Comme le rapport au savoir est largement questionné par les TIC, il est urgent et impératif de **former à la lecture critique** et de développer des compétences relatives à la prise de décision ou encore à la gestion de l'attention, compétences qui s'acquièrent sur du long terme.

### Evolution du rapport au savoir et à l'autorité de l'école

Il est évident que les TIC modifient nos manières de penser, ce qui, en soi, aura des conséquences sur l'École. On assiste à une triangulation entre les technologies numériques, l'éducation informelle (médias, centres de cultures, etc.) et les paradigmes pédagogiques.

Le bon élève n'est plus celui qui ingère des savoirs qu'il est capable de restituer, mais plutôt celui capable de les « hacker », dans le sens positif du terme, c'est à dire de les manipuler, les transformer, les rendre plus opérationnels.

De nouvelles façons d'apprendre se font jour, du fait de la connexion permanente des jeunes. **La pensée est moins linéaire et plus visuelle, les jeunes sont davantage multitâches.** En parallèle, des compétences transversales apparaissent comme nécessaires dans le monde numérique d'aujourd'hui. D'ailleurs, en anglais, le terme de *literacy* a évolué car il ne cible plus uniquement le lire / écrire, mais plus largement, des compétences réflexives, critiques et évaluatives ; des compétences en communication et en travail collaboratif ; la capacité à apprendre à apprendre, à innover et à créer.

La promotion de méthodes d'enseignement innovantes (apprentissage actif) doit être le projet de tout l'établissement. Il nécessite l'adhésion de tous les acteurs (enseignants, élèves, direction, hiérarchie, formateurs, etc.) car il révolutionne l'organisation traditionnelle des enseignements par l'émergence de nouvelles pratiques centrées sur l'apprenant. Les situations d'apprentissage où l'élève est actif et collabore (active learning) sont plus efficaces en ce qui concerne la réussite et la motivation.

L'apprentissage avec des appareils nomades reste confidentiel en Europe, pourtant, les outils mobiles (smartphones, tablettes et net-books) sont devenus les principaux moyens de connexion à Internet (69%), quelque soit l'âge des personnes. D'ici à 2015, il est estimé que les Africains auront plus facilement accès à internet qu'à l'électricité chez eux.

D'après PÉDAGOGIE + NUMÉRIQUE = APPRENTISSAGES 2.0

Dossier réalisé par Rémi Thibert, chargé d'étude et de recherche au service Veille et Analyses de l'Institut Français de l'Éducation (IFÉ)

**« Ne dites surtout pas que l'élève manque des fonctions cognitives qui permettent d'assimiler le savoir ainsi distribué, puisque, justement, ces fonctions se transforment avec le support et par lui. Par l'écriture et l'imprimerie, la mémoire, par exemple, muta au point que Montaigne voulut une tête bien faite plutôt qu'une tête bien pleine. Cette tête vient de muter encore une fois »**

(Michel Serres, 2012).

Classe au Lycée Français International "Victor Segalen" de Hong Kong

Notre projet immobilier est imposé par la configuration actuelle: les quatre sites sont saturés et les demandes d'inscription continuent d'augmenter. En 2006, l'établissement comptait 650 élèves et a dû fermer les petites sections de maternelle faute de place. Aujourd'hui, l'établissement compte 940 élèves (32% de français, 40% de Roumains, 8% de tiers). La Roumanie étant le pays le plus francophone d'Europe, cette progression des effectifs est donc pérenne.

Trop petite, notre structure était aussi vétuste. Les conditions d'accueil sont indignes d'un lycée français à l'étranger et sont insuffisantes au regard du montant des écolages (absence de cantine, d'équipement sportif, activités périscolaires réduites...)

Ce projet était dans les tiroirs depuis 15 ans, voulu par toute la communauté. C'était d'ailleurs ma motivation pour entrer au comité de gestion, il y a 6 ans... car 2 ou 3 projets avaient déjà avorté.

## ► Le travail du trio Ambassade/Comité de gestion/ AEFE a été déterminant pour faire aboutir ce projet-ci :

D'abord une conjonction favorable Ambassade/état roumain qui a mis un terrain à disposition. Ensuite la **détermination constante du comité de gestion** : mes prédécesseurs ont su gérer le lycée en bon père de famille pour nous assurer une cagnotte de 2 M€. L'actuel comité de gestion a élaboré l'ensemble du projet, du business plan au choix du constructeur en passant par le contrat de prêt bancaire et la garantie de l'Etat obtenue avec l'appui de l'AEFE via l'ANEFE. L'AEFE nous a accompagné tout au long du projet grâce à l'expertise et au professionnalisme de son service immobilier et bien sûr par une aide financière.

En ce moment, nous rédigeons de nouveaux statuts de droit local et une nouvelle convention avec l'AEFE. Le nouvel établissement devrait être homologué par l'état roumain.

Le temps nous est compté : nous aurons réalisé un lycée en 18 mois. La première pierre a été posée fin janvier 2012, l'inauguration aura lieu en juin et les élèves y entreront en septembre 2013 !



## ► CONSTRUIRE À BUCAREST

### ► Un lycée en gestion parentale, c'est avant tout la valeur d'une équipe

Une équipe forte, surtout pour gérer un tel projet, nous a imposé de réunir une pluralité de compétences. Chaque membre a des compétences professionnelles avérées et complémentaires qui sont mises bénévolement au service de la communauté, le tout sans compter son temps. En effet, il faut aussi être altruiste et motivé pour travailler le soir après sa journée et encore le week-end ! Parfois les parents ne se rendent pas compte du niveau de responsabilités et de travail que cet engagement implique, a fortiori lorsqu'on construit une école. Ils sont focalisés sur le modèle français et pensent que c'est l'école qui fait tout ! Or, même si le chef d'établissement et son équipe travaillent beaucoup, les parents du comité de gestion donnent leur temps, s'engagent pénalement sur la gestion, mais aussi, dans un environnement où tout le monde se connaît, engagent aussi leur réputation professionnelle...

### ► Outre la compétence, insistons également sur la confiance :

confiance entre les membres du comité de gestion et l'équipe de direction. Il faut que chacun puisse travailler avec des personnes qui n'ont pas la même culture professionnelle. Notre DAF s'est mise, à notre demande, à la

comptabilité analytique et intervient sur les sujets stratégiques et le contrôle de gestion. Nous avons externalisé les opérations sans valeur ajoutée qui lui prenait un temps fou (paye et comptabilité).

► La relation avec le chef d'établissement est évidemment majeure. La confiance doit être totale ; nous avons de

puis cette année un proviseur remarquable, le véritable patron du lycée.

► La relation avec l'AEFE a beaucoup évolué. Elle était perçue comme lointaine mais le projet immobilier nous a fait rentrer dans le vif du sujet. Le responsable de zone et le chef du service immobilier sont deux interlocuteurs à l'écoute et réactifs. Idem avec l'ambassade qui vient en appui auprès des autorités politiques roumaines. Un lycée qui tourne bien est un critère important dans le choix d'une expatriation.

Tous nos efforts servent les élèves et la communauté scolaire :

► La construction des murs n'est pas tout: **les parents ont aussi été attentifs à optimiser les moyens de fonctionnement**, à maintenir des écolages raisonnables et à construire une politique de ressources humaines réfléchie, notamment pour les recrutés locaux (recrutement, rémunération et formation). Nous avons toujours essayé d'anticiper ; pour la formation, par exemple, en formant nos « enseignants maison ». Sachant que l'an prochain, nous aurons besoin d'un professeur d'histoire-géographie, nous avons identifié un candidat, enseignant roumain que nous avons embauché dès cette année et mis en formation au sein de l'établissement.

Au delà de l'immense fierté du travail accompli au service des enfants et de la communauté scolaire, ce projet restera pour notre équipe -et à titre personnel- une très belle aventure humaine. J'y ai rencontré des personnes de grande valeur et développé des compétences que je n'avais pas eu l'occasion de vivre dans mon environnement professionnel.



François Marchand lors de la pose de la première pierre du nouveau lycée

François Marchand, président du comité de gestion du lycée Anna de Noailles

## EUROCAMBUS ZAGREB

L'Ecole française de Zagreb atteint vaillamment aujourd'hui ses 100 élèves. C'est une école jeune, passée du statut d'école d'entreprise MLF à celle d'établissement conventionné avec l'AEFE, gérée par les parents dans le cadre d'une association culturelle de droit croate. L'enseignement est direct de la petite section de maternelle jusqu'au CM2. Le collège est en CNED tout en proposant un enseignement avec des répétiteurs qualifiés dans chaque matière.

Les Français sont très majoritaires, 63% dont 40% de binationaux qui se rajoutent aux 20% d'élèves croates. La part d'étrangers tiers (17%) est relativement importante, la ville étant le siège de nombreuses ambassades francophones et entreprises.



La grande particularité de cette école est son partenariat avec l'école allemande depuis que les 2 structures louent ensemble des locaux en commun depuis 2007.

**De cette opportunité est née une coopération et intégration progressive** à la fois sur le plan matériel et logistique (locaux, emplois du temps, restauration, horaires communs), pédagogique (mise en commun des enseignements de langue -étude obligatoire de la langue du partenaire, projets scolaires) et le vivre ensemble, nourri par la convivialité des

célébrations d'événements et de fêtes des deux calendriers.

Ainsi, les cours sont organisés en séquence de 45 minutes, sur le schéma allemand pour permettre l'enseignement en commun de l'anglais et du croate en primaire.

**Cette richesse culturelle rend le projet très mobilisateur pour les parents du comité de gestion**, même si le fonctionnement de l'école est complexifié par la nécessité, pour les deux comités de gestion et les deux directeurs, français et allemand, de prendre les décisions en commun.

**La composante croate est le troisième volet du tryptique.** Une nouvelle loi sur les écoles étrangères vient d'être promulguée et l'école, bien que déjà reconnue, souhaite obtenir l'agrément croate pour assurer la continuité de scolarisation des élèves croates entre l'école française et le système croate.

En ces temps de célébration du Traité de l'Elysée, l'eurocampus de Zagreb à valeur d'exemple et la ZFA et l'AEFE mènent ces jours-ci une mission conjointe pour l'aider à progresser dans le partenariat et la coopération franco-allemande. Les deux agences ont invité les deux comités à aller plus loin dans leur coopération en formalisant les règles de fonctionnement communes et en construisant un plan de développement stratégique unique, un défi que parents, directeurs, ambassades et agences sont prêts à relever.

Pour cela, l'évolution des deux écoles doit se faire de façon parallèle et la partie française espère obtenir rapidement l'homologation de ses futures classes de collège puisque l'école allemande qui a sensiblement les mêmes effectifs est déjà agréée jusqu'au bac. Cela permettrait également de valoriser l'enseignement bilingue (Anglais et Allemand en LV1 dès la 6ème) et de développer les projets pédagogiques au niveau du collège.

Aujourd'hui, l'Eurocampus a aussi besoin de statuts communs pour affronter le sujet immobilier : depuis 2007, l'école renouvelle un bail annuel pour les locaux qu'elle occupe. Elle a besoin de visibilité et de stabilité : tout en renégociant le bail pour une durée minimum de 3 ans, il faut dès à présent songer à une future relocalisation. Le marché immobilier croate est cher et le nombre de terrains fléchés par le POS local pour y construire une école, rares. Les ambassades doivent jouer tout leur rôle d'appui et de levier politique pour qu'un nouvel Eurocampus voit le jour à Zagreb.

### EUROCAMBUS DANS LE RESEAU

- SHANGHAI
- ZAGREB
- DUBLIN
- MANILLE
- TAIPEI



## Bratislava



L'école grandit puisqu'on compte aujourd'hui 150 élèves de la très petite section de maternelle à la 3<sup>ème</sup>. 30 élèves suivent le collège avec le support CNED, « *mais ils ont des professeurs qualifiés dans chaque matière* », fait remarquer le chef d'établissement, Mme Ajavon, qui exprime que l'objectif à moyen terme est un passage du collège à l'enseignement en direct, dès que les effectifs le permettront.

### Enseignement des langues :

En petite section, les enfants sont accueillis dans leur langue maternelle. La majorité des élèves de l'école maternelle est slovaque ou franco-slovaque. L'entrée dans la langue française se fait progressivement. En moyenne section commence la 1<sup>ère</sup> sensibilisation à l'anglais. L'apprentissage structuré commence au CP (1h30) soutenu par des DNL (disciplines non linguistiques) en arts plastiques, sports, math, sciences, histoire-géo de 2h par semaine séquencées sur des thèmes du programme. L'enseignant d'anglais intervenant conjointement avec l'enseignant de la classe. Ainsi, les CM viennent de terminer en anglais une séquence sur le Moyen-Age et les châteaux forts et les CP ont entamé une séquence sur les différents états de l'eau. L'école française fait bien plus que partager ses locaux avec une école slovaque : elles ont harmonisé leurs emplois du temps,

permettant ainsi d'assurer aux élèves de langue maternelle slovaque ou bilingues de l'école française un enseignement de la langue slovaque dans leur classe d'âge de l'école slovaque. Cela permet aussi aux enseignants de l'école française d'enseigner le français aux élèves slovaques à ces mêmes horaires.

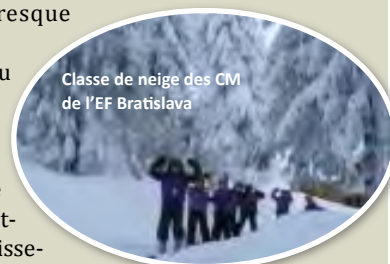
### L'avenir :

L'ambition de l'école est de maintenir l'effectif de ses cohortes, ce qui signifie garantir aux familles slovaques l'excellence d'un parcours permettant à la fin du collège d'intégrer les meilleurs lycées locaux - et particulièrement un lycée partenaire qui offre une section scientifique francophone et avec lequel l'école entretient des liens étroits (utilisation des labos, échanges d'enseignants...). Elle vise, dans ce but, une prochaine accréditation par le ministère de l'enseignement slovaque.

Les relations entre la direction et le comité de gestion sont solides et sereines.

Un projet immobilier presque abouti :

L'école cherche un nouveau site en raison d'un espace disponible trop restreint. Un très beau projet immobilier se dessine mais reste encore incertain. Il permettrait alors d'inscrire l'établissement dans un futur très prometteur.



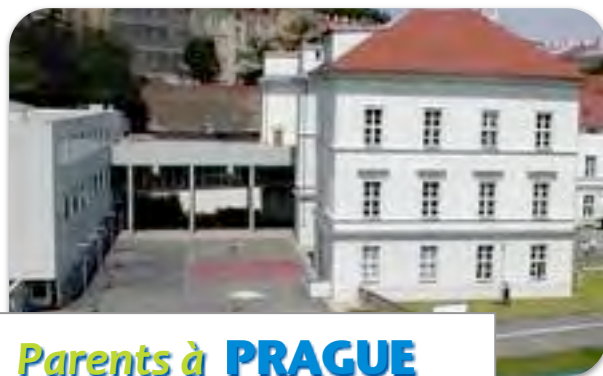
*Il n'y a pas à proprement parlé d'APE au lycée français de Prague mais ce club de droit local très axé sur les activités péri-éducatives qui en fait un peu fonction même s'il ne présente pas de liste aux élections au conseil d'établissement.*

Prague est un établissement en gestion directe de l'AEFE. Les parents y sont sans doute plus impliqués qu'en France car le Club Sportif et Culturel gère également la garderie et l'étude dirigée, organise des événements festifs, soutient l'établissement, les actions des élèves, des professeurs (ex : course Franco-Foulées, Bal des Terminales), le forum des métiers et alimente le fond de solidarité pour les familles en difficulté.



Les familles y sont bien accueillies, bien intégrées mais il manque sans doute une APE plus structurée comme interface des parents et de la direction pour à la fois intégrer le volet représentants des parents au conseil d'établissement et assurer une communication plus fluide.

La distance d'avec la France est perçue sur la demande forte concernant l'orientation. Les familles sont inquiètes sur le post-bac.



## Parents à PRAGUE

L'établissement compte 780 élèves et les effectifs ont augmenté massivement depuis l'an dernier (+ 60 élèves) en raison de l'ouverture de classes de maternelle bilingues anglais (1 classe par niveau). La langue tchèque est obligatoire jusqu'en 5<sup>ème</sup> et au delà en option. 50% des élèves sont français, appartenant pour une large majorité à des familles expatriées.

L'établissement est peu concurrencé par les écoles étrangères internationales en partie grâce à sa localisation en centre ville. Le revers de la médaille ce sont des infrastructures sportives un peu déficientes (un seul gymnase) et la saturation des locaux qui guette...

*Entretien avec Madame Cossec, présidente du Club Sportif et Culturel*

## LYCÉE RENÉ GOSCINNY VARSOVIE

Notre lycée compte 750 élèves (40% de français, 20% de Franco-polonais, 25% de polonais et 15% de nationalités tierces). Nos effectifs s'accroissent malgré un environnement extrêmement concurrentiel. Mis à part les écoles anglaise et américaine -qui ont un modèle économique différent et qui sont très chères-, le système polonais évolue dans le bon sens : on trouve des écoles internationales polonaises dont l'enseignement est en anglais mais homologué par les autorités polonaises et des écoles privées ou publiques bilingues français qui suivent le programme polonais mais ont un gros volet d'enseignement de français.

Nous avons su endiguer la fuite d'élèves en CM2 ou 5<sup>ème</sup> en renforçant énormément la qualité de l'enseignement du polonais langue maternelle au collège. Ils font au collège 3 heures de langue et littérature et 1h d'histoire polonaise –

### Une négociation complexe avec les autorités locales:

Nous sommes à la recherche d'un accord avec les autorités polonaises sur la reconnaissance de notre lycée mais nous ne voulons pas perdre notre autonomie pédagogique qui pourrait en être la contrepartie. Les discussions devront reprendre car la reconnaissance permettrait d'assurer une identité juridique pour l'établissement.

Notre projet immobilier est bloqué pour l'instant. Le lycée est situé dans un quartier très résidentiel. La partie collège - lycée est construite sur un terrain appartenant à l'ambassade mais le jouxtant, la parcelle sur laquelle se trouve notre entrée, le CDI et une école maternelle polonaise est en indivision entre la mairie de Varsovie et l'état polonais. Nous cherchons à acquérir cette parcelle depuis des années sans succès. Le primaire est sur un deuxième site dont le bail prend fin en 2015, les négociations avec le propriétaire sont difficiles le loyer devrait augmenter de façon significative ; aussi nous cherchons un nouveau site (une école polonaise vide par exemple).

Notre équilibre financier reste fragile après les difficultés financières de 2011. Nous avons fait un très gros effort de gestion au plus juste en 2012 et la conjoncture nous a été favorable car nous n'avons pas eu de remplacements à prendre en charge et le taux de change Euro Zloti a été favorable. Cependant nous devons rester vigilants sur la masse salariale car elle a tendance à croître plus vite que notre chiffre d'affaires ; une petite baisse d'effectif, une variation de change ou des charges liées à des remplacements de personnel peuvent générer un déficit.

### Une bonne ambiance au lycée :

En dépit de ces soucis, l'ambiance du lycée est très positive : nous avons une équipe administrative solide et une majorité d'enseignants très dynamiques ; ces derniers sont les acteurs essentiels de la qualité de notre établissement, les projets foisonnent, beaucoup portant sur l'ouverture internationale. Pour la première fois cette année, le samedi 23 mars, des professeurs de sciences organisent une manifestation qui rassemblera des élèves de la maternelle à la terminale autour d'ateliers, de mini-conférences. Les familles sont invitées mais également les ambassadeurs de France et de pays francophones ainsi que d'autres personnalités.



L'enseignement des sciences est un élément important de différenciation du système français par rapport à nos concurrents, nous voulons utiliser cette fête de la science comme une vitrine du LFV.

*Anne Thébaud, présidente du comité de gestion*

## UN COMITÉ DE GESTION FÉMININ

## à l'Ecole Française de Ljubljana

Ce sont 6 mères d'élèves, 3 françaises et 3 slovènes, 3 expatriées et 3 locales qui ont bien voulu assumer la responsabilité juridique et financière de l'école de la capitale slovène. Elle vient d'inaugurer son nouveau CDI avec l'écrivaine Marie Despléchin en marraine attentive. « C'est presque une consécration, affirme Claire Groult, la trésorière, quand on sait la quantité de travail qui est fournie pour faire tourner une petite école de 87 élèves ! »

L'école a failli fermer en 2009. Trop de difficultés, pas assez d'élèves. Aujourd'hui, l'enseignement va jusqu'au collège par le CNED pour les 37 français, 25 slovènes, 25 nationalités tierces.

fallu délocaliser 2 classes en face en solution palliative à la lancinante question immobilière. L'école est implantée dans une école slovène qui n'a guère de locaux supplémentaires à partager. Il faudra bien déménager mais les effectifs fluctuent : « Chaque année c'est la même interrogation, combien restent ? combien repartent ? »

Les français sont principalement des expatriés qui repartent après 3 voire 4 ans. Le comité de gestion n'ose pas se lancer dans la promotion de l'école, faute de locaux disponibles, mais sans un peu de pub, en direction des familles slovènes notamment, c'est l'équilibre financier de la petite structure qui est en jeu. Les solutions de garde pour les petits jusqu'à 6 ans en Slovénie sont limitées et les crèches sont surchargées. Notre maternelle est moins chère qu'une crèche privée et c'est un réel cycle d'apprentissage. La British School qui s'est installée dans des locaux spacieux a bien proposé une location. « C'était trop cher. Il aurait fallu augmenter trop fortement les scolarités. Nous ne voulons pas nous aligner sur leurs pratiques tarifaires. » L'Ambassade aide pour trouver une solution auprès des autorités locales et nationales. Il y a aussi la volonté de promouvoir le français dans le pays. « Les jeunes slovènes parlent tous l'anglais, ils ont besoin d'une autre langue étrangère, note Mme Groult. « Les relations avec l'école slovène restent principalement



fonctionnelles », constate-t-elle tout en soulignant que des projets pédagogiques en commun se développent de plus en plus.

Les familles slovènes de l'école sont sensibles au prestige et à la qualité de l'enseignement français. Les enfants suivent un double cursus et passent régulièrement des examens leur assurant une intégration dans l'enseignement local. L'association gestionnaire a, devant elle, la lourde tâche d'une reconnaissance d'établissement d'enseignement par l'état slovène. « L'homologation est à double tranchant, fait valoir madame Groult, « peut-être nous apporterait elle une subvention et faciliterait l'inscription des enfants slovènes en élémentaire, mais nous contraindrait sûrement un peu plus au niveau de la législation. »

Le poste administratif s'est renforcé pour soulager les parents bénévoles. L'ambiance de l'école est excellente, il y a beaucoup de projets pédagogiques et d'activités qui réunissent la communauté.

Il est évident qu'à Ljubljana, le comité de gestion et les parents, la directrice et les personnels avancent tous ensemble.



Pierre-François Mourier, Ambassadeur de France en Slovénie et Marie Despléchin, marraine de la bibliothèque, premiers détenteurs de La Carte de la bibliothèque

Les 6 collégiens ont aussi des tuteurs en français, latin et grec, slovène, anglais, sport et arts...un accompagnement très personnalisé. « Ils ont tous conscience d'être privilégiés » sourit-elle. Il a même

## Ecole Française de Belgrade

**Le lycée compte 500 élèves dont 50% de Serbes et Franco-Serbes, 25% de Français expatriés, 25% de Tiers. Notre lycée a encore un statut d'ambassade, « off shore » comme on dit dans le privé, qui a, pour l'instant, plus d'avantages que d'inconvénients.**

### Le projet immobilier : un sujet compliqué et urgent...

La Serbie n'est pas un gros marché mais l'établissement est à plein de ses capacités d'accueil. En projection nous devrons pouvoir accueillir 700 enfants.

Il y a eu beaucoup de discussions sur nos meilleurs options : achat et/ou don de terrain par le gouvernement ou location d'une école vide. C'est sans doute la location ou la rénovation qui nous conviendrait le mieux, serait le moins cher et le plus rassurant pour les parents.. L'achat ou don d'un terrain est tributaire des bonnes relations franco-serbes. Et aujourd'hui la Serbie n'a pas de préférence linguistique particulière. Acheter nous obligerait aussi à changer de statut pour l'école et l'APE, actuellement association loi 1901. Tout le monde travaille en synergie sur cette option, mais l'immobilier restant un sujet politique, c'est l'ambassadeur qui traite avec les autorités locales.

### Réputation de qualité

L'ambiance au lycée est vraiment formidable, la rentrée a été très apaisée, toutes les instances travaillent ensemble. Nous avons restructuré nos services administratifs et financiers pilotés par un DAF local et nos comptes sont régulièrement certifiés par un cabinet d'audit. Nous veillons à nous entourer d'experts : cabinet d'audit, avocat spécialisé en droit du travail et législation locale, conseiller financier sur les rémunérations... Le conseil avisé sera toujours moins cher que de faire des erreurs !

L'enseignement du lycée français est réputé sur Belgrade. Il y a eu de très fortes améliorations sur le secondaire et nous avons beaucoup misé sur les langues : renforcement de l'anglais pour tous, mise en place de maternelles bilingue anglais et enseignement bilingue franco-serbe. Cette qualité est due aux efforts de l'équipe pédagogique que nous, parents, accompagnons...

Claude Istria,  
président du comité de gestion





## AVENIR EN SUSPENS DU LYCEE FRANCAIS DE SOFIA

Les effectifs ont progressé très sensiblement cette année sur tous les niveaux (dont le lycée) passant de 560 à plus de 630 élèves. Il y a un peu plus d'un quart de Français (en augmentation cette année), une petite minorité de nationalités tierces et une majorité de bulgares. Chance pour l'établissement, la Bulgarie est un pays très ouvert au monde, d'où l'importance d'un projet d'établissement axé sur le renforcement des langues, en particulier grâce aux activités péri-

éducatives qui augmentent le temps d'exposition au français.

L'heure est grave pour le futur du lycée qui doit faire face à une profonde crise de gouvernance qui se cristallise autour de nombreux points, dont l'immobilier.

Un projet a été approuvé par le Conseil d'administration, l'ambassade et l'AEFE. Une minorité agissante l'a bloqué lors de sa validation en assemblée générale en instillant le doute auprès des parents.

Il y a urgence à agir cependant : l'établissement est saturé, dès la rentrée 2013 des problèmes se feront sentir. L'établissement paie actuellement 720.000€ annuels pour la location d'un immeuble de bureaux, dans un environnement totalement inadapté à l'usage scolaire.

Une étude commandée par le CA à la demande de l'ambassade, pointe une inadéquation du bâtiment aux normes sismiques en vigueur.

Un des projets immobiliers a pourtant bien des atouts : très bien desservi et en zone verte, une école inachevée avec des bâtiments de 2 et 3 étages, avec piscine de 25m et salle de sport sur un terrain de 24 000 m<sup>2</sup>, soit une réserve foncière qui permettrait de développer un site scolaire doté d'installations sportives de plain-air. L'ambassade, très engagée dans le processus et déterminée à trouver une solution immobilière adéquate et pérenne, sans choix préconçus sur un site particulier, a via une lettre aux parents, fait part de son souhait de voir l'élection, lors de la prochaine AG, d'un CA plus homogène dans la recherche de solutions.

**Domage que beaucoup de parents d'élèves se désintéressent de la gouvernance du lycée**, car ce sont eux qui ont consenti et paient les importantes augmentations des frais de scolarité pour se doter d'un établissement d'enseignement français digne de ce nom. Ils y sont presque. Courage !

## ➔ Lycée Gustave Eiffel de Budapest

### L'intérêt des familles en priorité

#### Le lycée de Budapest fête joyeusement ses 50 ans !

Sa réputation d'établissement scolaire de qualité est bien assise, l'ambiance y est bonne, les élèves heureux et la direction et l'équipe pédagogique, investies.

Même si ses tarifs restent très compétitifs en regard des autres écoles étrangères de la capitale hongroise, le comité de gestion poursuit, depuis quelques années, une politique de communication auprès des familles hongroises pour compenser le tassement des effectifs français. Journées porte ouverte, participation active à tous les salons de l'enseignement privé, refonte du site Internet. Certains parents d'élèves ont aussi proposé, gracieusement, de prêter leur image -et leur notoriété- pour l'école. Et l'impact n'est pas négligeable...

#### Bourses d'établissement :

le lycée de Budapest a une politique assez unique dans le réseau puisqu'il propose, sur fonds propres, des bourses d'établissement pour les enfants de familles hongroises, représentant près de 3,5% de son budget de fonctionnement.

Les critères d'attribution se font sur revenus et avec un certain nombre d'années de scolarisation effective dans l'établissement.

L'anticipation et la proactivité ont été stratégiques car certaines dispositions récentes, initiées par l'Etat hongrois, changent la donne. En effet, les enseignants locaux des écoles privées vont être fonctionnarisés, désormais payés par l'Etat en lieu et place de la subvention qui

était attribuée jusqu'ici aux écoles privées et qui rémunérait leurs personnels. Mais cette réforme est difficilement applicable à la fondation qui gère le lycée, comme à toutes les autres écoles internationales dont le corps enseignant est très divers. La négociation continue mais l'éventualité du retrait de la subvention entraîne une réflexion sur les frais de fonctionnement, même si la renégociation de la durée de l'emprunt, souscrit pour la construction du nouveau lycée, a apporté quelques marges de manœuvre.

#### Une plus grande priorité à l'intérêt des familles

Le partenariat public-privé que représente un établissement en gestion parentale met à l'œuvre deux logiques. Celle, référente, de l'éducation nationale française, administrative et statutaire, et celle de l'école privée à l'étranger, payante, gérée par des parents bénévoles, souvent issus de l'entreprise, et modelés par l'impératif du service aux clients que sont -aussi- les parents d'élèves.

La priorité de l'intérêt des familles passe par l'alignement - dès septembre 2013- sur tous les autres lycées français à l'étranger qui opèrent sur 5 jours et 9 demi journées plutôt que sur 4 jours (comme c'était le cas en France jusqu'à la très récente et difficile réforme Peillon sur les rythmes scolaires...). Elle passe également par le souci de l'accueil (amplitude horaire et garderie) comme de la prise en charge des enfants après l'école.

**L'intérêt des familles est un intérêt collectif. Dans cette démarche, tous les partenaires sont solidaires.**

## Un 3<sup>ème</sup> site pour Moscou

Le lycée français de Moscou est saturé, et ce, depuis sa construction en 2005... Il a fallu délocaliser le primaire à l'IDF, l'institut de France, puis délocaliser sous la pression et dans l'urgence quelques classes dans des écoles russes, et prévoir, pour la rentrée 2013, d'installer 6 classes dans l'école russe de Leninsky Prospekt. Comment en est-on arrivé là, s'interrogent les parents qui envisagent avec difficulté la perspective de ces trajets dans la mégapole russe. Pourquoi y a-t-il eu une vision si malthusienne des capacités d'accueil alors qu'il ne fallait pas être grand clerc pour anticiper la forte attractivité de la capitale pour les entreprises françaises ? Mais tout n'est pas imputable à la tutelle Poste diplomatique/AEFE qui est bien consciente des besoins. Seulement, voilà, le marché immobilier russe est cher et opaque et, tout se complique davantage dès lors que la demande émane d'un Etat. Un projet immobilier, pour un lycée français à l'étranger, est un sujet hautement sensible, directement lié à la qualité des relations diplomatiques et au contexte politique en France et dans l'Etat hôte.

**Après de nombreux aléas, Anne-Marie Descôtes, directrice de l'AEFE, a finalement signé le 28 février 2013 en présence de MM. François Hollande et Vladimir Poutine le bail d'une durée de 50 ans concernant un ensemble de deux bâtiments de 2.350 m<sup>2</sup> sur un terrain d'une superficie de 1 200 m<sup>2</sup> situé rue Malaïa Loubianka, juste en face du bâtiment actuel du lycée Alexandre-Dumas. Les nouveaux locaux vont faire l'objet d'une importante rénovation avant d'être mis à la disposition du lycée.**

Les parents l'attendaient, sachant que dans le meilleur des cas, la bouffée d'oxygène que donneront les bâtiments de Milioutinski n'arrivera qu'à la rentrée 2015, au mieux. Et cet accroissement de locaux scolaires sera-t-il suffisant ?

### Un développement à la londonienne :

La réflexion immobilière taraude les parents très actifs de l'APENG. Quel pourrait être le meilleur modèle de développement du lycée français de Moscou si l'on tient compte de tous les paramètres : qualité des infrastructures, espaces, cantine, équipements sportifs..., accès et transports. Une délocalisation en lointaine banlieue ? Un maillage de plusieurs écoles primaires et un gros secondaire à Milioutinski, sur le modèle de l'EGD Charles de Gaulle à Londres ? Quid d'une fondation possible d'entreprises françaises pour aider à financer un projet ambitieux et pérenne ? Ils attendent avec impatience la réactivation de la commission de concertation sur l'avenir du lycée qui les impliquerait, comme le fait le plan école à Londres.



L'APENG, s'est aussi une équipe solide de parents qui accompagne fortement l'établissement sur de nombreux événements (bal des lycéens, yearbook, kermesse, fête de Noël) en dépit du turn over d'une population majoritairement expatriée (70% de Français au lycée). Elle gère l'ensemble des activités périscolaires -100 horaires différents sur 6 sites !- auxquelles plus de 800 élèves sont inscrits

**et le transport scolaire via le rôle de facilitateurs de parents bénévoles entre l'entreprise de transport et les parents.**

Pour l'heure, les parents de l'APENG bataillent sur l'accompagnement de l'établissement à la délocalisation des 180 élèves sur Leninsky Prospekt qui devrait aider à la mise en place de la navette entre le nouveau site et le lycée, de la restauration scolaire et à la possibilité d'offrir une garderie pour s'adapter aux horaires décalés entre les 3 sites...



### ASSURANCES : NOUVELLES SOLUTIONS !!

**CGEA**, courtier en assurances, accompagne les APE depuis 10 ans pour l'assurance individuelle scolaire des lycées français à l'étranger. Nous assurons aujourd'hui près de 20 000 élèves de toutes nationalités dans plus de 60 pays.



En 2013, nous vous proposons deux nouveaux produits :

- 1) Assurance Annulation de voyage dans le cadre de séjours et voyages scolaires organisés par l'établissement (nous consulter)
- 2) Assurance des Frais de scolarité de l'élève en cas d'événements familiaux : licenciement, maladie, décès... (nous consulter)

#### Et toujours :

- la Responsabilité Civile pour Association de parents d'élèves
- la Responsabilité Civile des Etablissements français à l'étranger



Pour tout renseignement, contactez-nous :  
par téléphone au 33 (0) 2 38 65 44 56  
par e-mail à [contact@expat-care.com](mailto:contact@expat-care.com)

Rendez-vous également sur notre [site web](http://www.expats-care.com) pour consulter nos produits et y souscrire en ligne

<http://www.expats-care.com>

## ► SEMINAIRES AEFE :

### DES RETOURS TRÈS POSITIFS

Le retour sur les séminaires sur la gouvernance organisés par l'AEFE à l'automne 2012 est très positif. La FAPEE, positionnée en partenaire a participé à ceux de Lomé, Shanghai, Dubaï, Budapest (Europe du Nord), Barcelone (établissements d'Europe du sud jusqu'à Jérusalem..) et Madagascar.

La FAPEE qui organise dans 3 grandes régions du monde l'échange collaboratif des comités de gestion parentaux y a retrouvé nombre de ses adhérents. Tenus dans un excellent esprit collaboratif, ces séminaires étaient pragmatiques et informatifs.



Responsables d'APE gestionnaires à Lomé

3 ateliers (gestion financière, instances, ressources humaines) réunissaient à la fois les personnels de direction, les DAF et les présidents et trésoriers des comités de gestion. Les discussions sur le guide du bon usage ont permis de remédier à certaines analogies

gênantes pour les comités de gestion (telles que le chef d'établissement directeur général de l'organisme gestionnaire ou le DAF, secrétaire général).

L'importance des outils normatifs et des procédures a été rappelée, les délégations précisées, la lettre de mission amenée à être partagée.



Responsables d'APE gestionnaires à Shanghai

Partagée depuis longtemps par la FAPEE, l'évolution de la gouvernance des conventionnés parentaux a été particulièrement appuyée en Asie où se développe le recrutement de personnels rapportant au comité de gestion et fonctionnellement au chef d'établissement.

La professionnalisation des compétences jusque là assumées par les parents y est une évidence partagée.



Séminaire gouvernance de Dubaï organisé par l'AEFE, en liaison avec la FAPEE, les comités de gestion, les organismes gestionnaires et les postes diplomatiques

## ⇒ UN CODE DE BONNE CONDUITE

*Clarifier son engagement au service de l'établissement scolaire et de la communauté des parents*

Le board parental du lycée français de Kuala Lumpur s'est doté d'une charte de déontologie signée par chaque administrateur.

Confidentialité des informations et des débats, procédure en cas de conflit d'intérêt, un certain nombre de rappels utiles qui cadrent le bénévolat :

- Les membres du Comité de Gestion se conformeront au code de conduite en gérant l'établissement avec honnêteté, intégrité, diligence et compétence.
- En cas d'éventuel conflit d'intérêt, les administrateurs devront le faire savoir et ceux concernés se tiendront à l'écart des discussions et votes sur le sujet.
- Au terme de son mandat, tout ancien administrateur remettra promptement tous les documents, électroniques ou papier, en sa possession ainsi que tout matériel qui lui a été remis pour accomplir sa mission. Il ne sera pas pour autant exempté de son obligation de confidentialité pour toute information acquise dans sa fonction.

Texte intégral sur le site [fapee.com](http://fapee.com),  
⇒ [Vie des associations](#)

## ► LES LIMITES DU BÉNÉVOLAT

*"Le fonctionnement actuel par les bénévoles arrive à ses limites"*



Ainsi, à Singapour, un audit pro bono a élaboré un document de synthèse avec plusieurs propositions de réorganisation en vue de professionnaliser le fonctionnement du comité de gestion (déjà commencé depuis 2 ans par les commissions qui ont embauché des professionnels pour différents sujets: sécurité, transport...)

Le COMEX (6 directeurs du collège entreprises et 6 directeurs élus par les parents) est dirigé par un superviseur choisi par les parents. Le Superviseur qui répond au COMEX est un professionnel salarié. Un travail est en cours sur la définition précise du poste pour cadrer avec la convention.

## DISPOSITIF TRILINGUE À LA MISSION LAÏQUE FRANÇAISE



**Le Lycée International Victor Hugo de Florence offre des classes maternelles trilingues (MS et GS).**

Dans ces classes, les élèves étudient principalement en français mais suivent un enseignement en anglais (6 h) et en italien (6h) pour asseoir le plus rapidement possible le trilinguisme.

**Les 3 enseignants qui interviennent dans la classe (en co-intervention) ont 2h par semaine en temps de concertation pour élaborer des programmes intégrés et pratiquer une didactique convergente.** Actuellement, au primaire, où les élèves

étudient principalement en français mais font un minimum de 4h de cours en anglais et autant en italien, le trilinguisme doit se renforcer encore. Les cours de français, d'anglais et d'italien sont dispensés par niveau, du cours pour débutants à l'enseignement de la langue maternelle.

A partir du CE2, les élèves peuvent préparer les examens italiens. Au niveau du CM1, un examen de Cambridge est obligatoire pour tous les élèves.

Les élèves reçoivent si nécessaire une aide appropriée en français et/ou en anglais et/ou en italien pour leur permettre de suivre leurs autres cours dans ces trois langues. Un volant d'activités péri-éducatives en langues vient compléter l'immersion linguistique.

Le programme scolaire est basé sur les directives de l'Education Nationale française pour les cours et un programme est initié afin de lui donner une dimension internationale et transdisciplinaire.

Dans le secondaire, les cursus sont également orientés fortement sur les langues. Les programmes francophones sont ceux de l'Education nationale française, les programmes en anglais suivent le curriculum britannique. Certains ajustements sont effectués afin d'assurer une bonne harmonisation des contenus dans le temps et entre les différentes disciplines. Les cours de français langue étrangère préparent les élèves aux examens du DELF et du DALF.

A l'entrée en classe 3 (3ème française), les élèves choisissent un programme « Pré-Bac » qui leur permet d'envisager ensuite le baccalauréat français ou le baccalauréat international (Bac de Genève). Ils choisissent tant les matières qui composeront leur programme que la langue dans laquelle ils les étudieront.

## RÉFÉRENTIEL SUR LES LANGUES

### *pour bien développer un véritable parcours plurilingue et multiculturel*



- 2 voire 3 ENSEIGNANTS PAR CLASSE
- Développement des enseignements en langue 2
- Intégration des savoirs pour éviter la surcharge horaire et l'empilement des programmes
- Concertations entre enseignants

Les deux langues impliquées doivent bénéficier d'une égale considération. Les enseignants doivent faire rayonner une affectivité désignée par l'expression « chaleur du nid ».

Lorsque des enfants nationaux sont scolarisés dans l'établissement, la langue nationale doit être enseignée dès l'entrée dans le cursus. *Si parler à la maison suffisait, pourquoi y aurait-il, en France, des séances de langage en français en maternelle ?*

L'exposition à la langue 2 doit être aussi précoce que possible (avant quatre ans), pendant la période d'acquisition linguistique.

La L2 doit être abordée instrumentalement (démarche CLIL/EMILE) grâce aux enseignements en langue autre car il n'y a pas d'enseignement bi ou plurilingue sans apprentissage dans la (les) langue(s) cible(s).

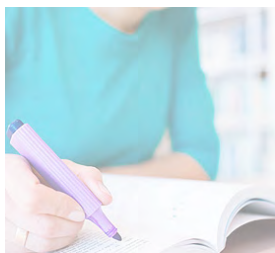
### Les outils numériques et les activités péri-éducatives



- Pour augmenter l'exposition à la langue.*
- Pour développer l'apprentissage en autonomie.*
- Pour favoriser, développer et optimiser l'évaluation des compétences orales*

- ★ Choisir comme enseignants de maternelle et primaire des locuteurs natifs formés à la didactique de l'enseignement des langues étrangères.
- ★ Être très vigilant sur l'authenticité de l'expression et des situations de communication.
- ★ **Former tous les enseignants au Français langue seconde.**
- ★ Faire appel à des stagiaires FLE et développer des partenariats avec les universités qui ont des départements de FLE/FLS et le CIEP.

## ⇒ BOURSES SCOLAIRES : CE QUI CHANGE...



D'après la Direction des Français de l'étranger et des services consulaires (DFAE), l'ancien système de bourses était inégalitaire (trop de différences dans les revenus minima des diffé-

rents postes consulaires, entre divorcés et familles biparentales, entre commissions locales plus ou moins rigoureuses, entre agents consulaires plus ou moins aidants ...), et trop complexe (points de charge, coefficient k variable selon les pays, seuils d'exclusion en raison du patrimoine variables ...)

et, surtout, il était devenu incontrôlable : l'enveloppe des bourses 2012 servies par la communauté nationale représentait 93,6 M€ de bourses scolaires et 31,9 M€ au titre de la prise en charge.

Un calcul théoriquement plus simple a été décidé : **ensemble des revenus** (moins les charges obligatoires et

les frais de scolarité) **sur le nombre de parts de la famille** (2,5 pour un couple avec un enfant, 2 parts pour un parent seul avec enfant, 0,5 par enfant supplémentaire). **Le quotient familial** obtenu sera pondéré d'un **indice** (indice Mercer) reflétant les différences de coûts de la vie entre Paris (indice 0) et les différentes capitales et grandes villes étrangères où sont implantés les établissements scolaires français à l'étranger.

### Participation des familles à l'équilibre budgétaire :

Pour endiguer l'explosion financière des bourses scolaires, la DFAE s'est dotée d'un mécanisme d'abattement progressif de 2% maximum du montant de la bourse permettant de faire entrer les montants alloués dans l'enveloppe de l'aide à la scolarité qui est de 110,3 M€ cette année. (118,8 M€ en 2014 et 125,5 M€ en 2015)

Les efforts conjugués de la FAPÉE et des représentants des Français de l'étranger ont permis d'améliorer significativement le dispositif initial présenté en demandant :

- l'adoption d'un **Quotient minimal** (dont le montant a été remonté en version finale),
- la prise en compte des **parts de charges familiales** sur une base de 0.5 au lieu de 0.2,
- le **plafonnement** à 20 points, la première année, **des décotes éventuelles** des quotités de bourses (contre 40% dans la première épreuve).

Cependant, la FAPÉE s'interroge sur l'équité du **nouveau système** sachant que pour obtenir une bourse à 100%, le revenu net familial annuel doit être de 4 000€ à Tananarive, 13 000€ en Espagne et la plupart de l'Europe, 19 000€ à Londres et 33 000€ à Washington (et que les frais parascolaires, souvent élevés, n'en sont même pas déduits.)

**Le nouveau système réduira de 32% le total des boursiers à 100% mais, pour autant, aidera-t-il mieux les autres ?**

**Les commissions locales deviendront les gestionnaires de l'enveloppe que les postes consulaires auront négociée avec la DFAE et l'AEFE lors d'une première estimation des besoins.** La FAPÉE demande que des parents et élus participent à ce premier dialogue de gestion.

En tout état de cause, la FAPÉE incite à la plus grande vigilance dans la mise en application de cette nouvelle approche, sachant d'ores et déjà qu'un certain nombre de pays vont voir diminuer massivement leurs boursiers à 100%. Il faudra des mesures transitoires, si nous voulons éviter des départs massifs.

## ESPAGNE

**Mariola Lopez de la Fuente, présidente de la Fédération des APE d'Espagne**

*Je m'investis pour promouvoir une meilleure offre éducative et améliorer les relations entre les APE et les personnels de direction, pour qu'ils donnent aux parents l'importance qu'ils méritent comme réels partenaires dans les établissements.*



### L'UTILITÉ DES E-GROUPES...

Le e-groupe est un outil important pour coordonner le travail des APE : c'est un moyen d'échanger et d'informer de façon sûre et rapide l'ensemble des membres. Sans le e-groupe, nous n'aurions jamais pu connaître les initiatives ou les projets à appliquer dans nos lycées ou nos APE, alerter en cas de futurs problèmes, échanger conseils et bonnes pratiques.

Depuis sa création en Espagne, nous avons travaillé sur les questions relatives à l'accès à l'université, les bourses et les certifications des langues, et diffusé toutes les informations susceptibles d'intéresser les APE de façon régulière.

Dans le e-groupe Espagne nous mettons en relation toutes les APE membres de notre Fédération, AEFE comme Mission Laïque, soit 14 établissements.

## ⇒ RELATIONS PARENTS/DIRECTION

### Quelle place pour les associations de parents d'élèves, relais et interface entre les familles et les équipes ?



Même sublimé par l'objectif commun de réussite des élèves, le monde des adultes de l'établissement scolaire n'en demeure pas moins une organisation où un jeu de relations humaines, professionnelles et hiérarchiques sont à l'œuvre. Tous les professionnels, chacun à sa place et dans son domaine de compétences, participent à la bonne marche de cette entreprise éducative.

Quelle place justement pour les associations de parents d'élèves, relais et interface entre les familles et les équipes et **qui, par leurs actions bénévoles, ajoutent sensiblement aux moyens éducatifs** ? L'entité « parents d'élèves », ce sont des compétences, du travail et du temps offerts à la communauté, des idées, un carnet d'adresse... Pour être restés longtemps à la porte de l'école, les associations de parents y sont entrés depuis à petits pas.

Mis à part les parents des comités de gestion qui doivent entretenir des relations professionnelles avec les membres

de la direction, les parents des associations classiques ont parfois plus de mal à trouver la juste hauteur ou la juste distance. A la fois usagers et clients mais avant tout parents d'enfants dont le devenir s'inscrit pour l'essentiel entre les murs de l'école et ceux de la classe, ils se veulent les partenaires impliqués mais respectueux des équipes en charge.

**Il importe que le chef d'établissement repense à leur égard ce qui a longtemps été une relation de pouvoir, largement confondue avec l'autorité.**

La force de proposition et la capacité d'entraînement, la communication et la concertation, la bienveillance, la vivification du sentiment d'appartenance, des valeurs humanistes et le souci du bien vivre ensemble, sont des leviers bien plus opérationnels que l'exercice d'une emprise hiérarchique qui trouve vite ses limites avec les partenaires bénévoles.

**Il importe de ne pas oublier la finalité de cette collaboration commune qui renforce le tissu éducatif autour des enfants et élargit la portée du travail de l'école.**

On observe parfois ce cap, où certains chefs d'établissement ont le sentiment d'un insupportable empiètement de l'APE sur leur champ décisionnel. Ils jugent les attentes trop pressantes, les parents trop exigeants. Pour que, de part et d'autre, la méfiance ne remplace une communication fondée sur la confiance réciproque et l'estime partagée et que la stratégie de l'affaiblissement ne se substitue à celle de la valorisation réciproque, il faut se rappeler la plus value de chacun...

**Les parents investis sont aussi les plus sûrs alliés de l'établissement.**



## L'INDUSTRIE DES COURS PARTICULIERS

Une enquête menée par la FAPÉE au printemps 2012 a révélé **que plus de 51% des élèves des lycées français au Maroc se faisaient aider. Interrogés sur place, les parents jugent ces chiffres sous estimés : c'est 90% des enfants qui en prennent dans les classes à examen** ont-ils déclaré ! Autour des lycées, des officines de soutien scolaire particulièrement bien renseignées ont à disposition la typologie des contrôles donnés par chaque enseignant dans les matières qui comptent. Dans certaines familles, on double carrément le coût de la scolarité en cours particuliers.

Anxiété des parents face à la massification des élites et volonté de préparer les enfants à la compétition internationale via la voie royale des classes prépa aux grandes écoles, aux universités (ou aujourd'hui études en Angleterre ou au Canada ?) Evaluations trop sévères de certains profs et donc tentative de faire monter cette moyenne ? Profs peu pédagogues, inflation des programmes et chapitres sur lesquels l'enseignant est obligé de passer trop vite ? Enfants peu concentrés ? **Toutes les explications valent mais le résultat est là et cette explosion est jugée préoccupante par tous les professionnels de l'éducation.**

Les chefs d'établissement au Maroc sont bien conscients de la dérive et craignent que cette anticipation négative des

parents ne mine le bien être et la confiance en soi des enfants. *Certaines familles se saignent regrettent-ils, il y a trop d'enfants en souffrance et curieusement trop de violence pour un milieu scolaire privilégié.*

Mme Jean, responsable du service pédagogique de l'AEFE rappelle les fondamentaux : **l'école doit être inclusive sur tous les apprentissages académiques et les devoirs à la maison servent à fixer les notions étudiées, en aucun cas se substituer au travail d'apprentissage en classe. L'accompagnement personnalisé des élèves doit permettre aussi de consolider certains apprentissages.**

Il y a sans doute toute une éducation des parents à faire. La prévalence des résultats académiques sur lesquels les parents se focalisent ne doit pas oblitérer la nécessité d'autres apprentissages qui construisent le savoir être de ces futurs adultes en devenir : **le goût de l'effort, la solidarité, l'esprit d'initiative, le travail en équipe...**

Pour contenir certaines dérives, la FAPÉE proposait un rappel de déontologie aux enseignants qui en font un second gagne pain. Mme Jean estime de son côté que le référentiel de compétence des enseignants leur demandant "d'agir en fonctionnaires d'état, de manière éthique et responsable" doit être suffisant. Elle a mentionné qu'une convention avec l'organisme "Initia Droit" réunissant des avocats francophones bénévoles pour sensibiliser les élèves aux aspects contractuels de la vie en société, s'adresserait aussi aux enseignants dans le cadre de la formation continue sur des sujets tels que l'évaluation, le travail en équipe, le respect du projet d'établissement, l'école inclusive.

## ⇒ Entretien avec Christophe BARBE, Vice-président d'ALFM



### Pourquoi avoir créé une association mondiale d'anciens élèves de l'enseignement français à l'étranger ?

L'enseignement français à l'étranger est aujourd'hui assuré par 480 établissements, qui dans 130 pays scolarisent 310.000 élèves de la maternelle jusqu'au baccalauréat. La cohérence de ce réseau est garantie par l'homologation dont le suivi est assuré par l'AEFE (Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger).

Il permet la continuité de l'enseignement français pour les 115.000 enfants des français expatriés ainsi que l'accès à celui-ci pour les 195.000 enfants des pays hôtes. Les anciens élèves sont souvent appelés à résider dans différents pays au cours de leur vie étudiante puis active. C'est là que l'association d'**Anciens des Lycées Français du Monde** leur permet de garder un lien fort avec leur expérience au sein de l'enseignement français.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. La création d'un réseau mondial d'anciens à la mesure de celui de l'enseignement français à l'étranger, unique au monde par son ampleur, son homogénéité et sa qualité, constitue ainsi une triple opportunité :

- ➔ Constituer d'un réseau relationnel consolidé au service des anciens élèves quels que soient leur âge, origine ou lieu de résidence ;
- ➔ Rendre accessible ce potentiel aux entreprises françaises pour leur visibilité dans le monde et leur processus de recrutement ;
- ➔ Valoriser l'attachement des anciens élèves à leur établissement et aux valeurs véhiculés par celui-ci.

### Comment est-on passé concrètement du constat à la création d'ALFM ?

C'est lors du premier Forum Mondial des Anciens (FOMA), en avril 2009, organisé par l'AEFE, que le besoin d'une association mondiale est devenu évident. Plus de 300 anciens élèves venus du monde entier partagent leurs expériences et reconnaissent une entente exceptionnelle entre eux, quasi instantanée quels que soient leur origine, leur âge ou leur métier. L'AEFE nous a réuni pour créer l'ALFM en avril 2010, devant l'ensemble des acteurs de l'enseignement français à l'étranger, lors des premières rencontres

Internationales du réseau organisées par l'AEFE. Nous avons alors au Conseil d'Administration 29 membres élus, anciens élèves d'une panoplie de 21 établissements répartis dans 18 pays différents. Onze associations locales d'anciens y sont représentées, la Directrice de l'AEFE et le Directeur-général de la MLF (Mission Laïque Française) deviennent officiellement membres de droit.

### Quels sont vos axes de travail depuis la création d'ALFM ?

Nous orientons notre action suivant trois axes :

- ▶ **Donner à chaque établissement une structure associative locale d'anciens** afin de concrétiser un appui fortement ancré dans le tissu francophone local. Renforcer ainsi la pérennité de cet établissement en créant à ses côtés un cercle francophone à la convergence de tous ceux déjà existants, présent dans tous les pôles économiques et décisionnels du pays hôte.
- ▶ **Création de l'ALFM « France »** formée des anciens du monde présents en France qui soutient les actions menées :
  - **auprès des étudiants** : accueil, parrainage stages en entreprises en France ou à l'étranger
  - **auprès de chaque ancien entrant dans la vie active ou déjà actif** : accès aux propositions de stages et emplois à l'étranger des entreprises françaises concernées, pôles d'affinités ou par métier

**G**hita entame sa deuxième année à l'école Spéciale d'architecture à Paris. Elle vient de Rabat où elle a passé son bac ES au lycée Descartes. Le déclic pour l'architecture, elle l'a eu en 5<sup>ème</sup> quand la famille a fait construire sa maison; Elle suivait sa mère sur le chantier, observait la construction. Pour confirmer sa voie, elle a suivi un stage en 1<sup>ère</sup> dans un cabinet d'architecte à taille humaine où

elle a beaucoup appris et "on m'a aussi sollicitée pour des idées". Cela donne confiance.

Elle a sélectionné 4 écoles dans APB à Paris où elle voulait absolument venir. Elle n'a pas été retenue mais a trouvé un programme qui lui convenait finalement beaucoup mieux, l'ESA, qui organise intelligemment un cycle découverte de 3 mois pour préparer le concours d'entrée de cette école privée. Au programme de ce cycle, visites de musées, cours de dessin pour apprendre à "lâcher la main" et observation méticuleuse des bâtiments de Paris, en petits groupes encadrés des professeurs. Reçue au concours, elle apprécie qu'il y ait des stages, tout au long des études, au plus près du terrain.

A l'issue de son master, elle présentera l'HMONP (l'habilitation à l'exercice de la maîtrise d'oeuvre en nom propre) : elle sera architecte.

**M**hamed a 20 ans et est étudiant en ingénierie industrielle à l'école polytechnique de Montréal. Sa famille a des attaches fortes avec le Canada et c'est très naturellement qu'après avoir passé son bac S au lycée Lyautey de Casa, Mhamed y a rejoint son frère aîné, étudiant en économie politique à UDM.



En arrivant à Montréal à 17 ans, il a pris le temps de l'adaptation et de la réflexion: *Pendant les 6 premiers mois, j'ai fait de l'anglais et j'ai commencé mon cursus en janvier. Je voulais faire médecine, j'ai toujours aimé la biologie mais la sélection est féroce pour y entrer, semble regretter Mhamed, même si les perspectives de travail au sortir de Polytechnique sont excellentes au terme de 5 ans d'études. On s'amuse bien à Montréal ! reconnaît-il très volontiers. Cet été, il cherchera un petit boulot et continuera l'anglais.*

L'avenir reste encore imprécis mais même s'il souhaite avoir quelques expériences de travail intéressantes au Canada, ce fan de surf pense rentrer au Maroc pour les amis, la famille, le temps, la plage, la mentalité!

► **Financement et création du site interactif, capable d'accueillir l'ensemble du réseau.** Ouvert aux entreprises partenaires, ce site sera également le portail de toutes les associations locales et le lien entre elles pour les actions menées autour de centres d'intérêt commun, culturels ou économiques.

### Quel est maintenant votre agenda ?

2013 sera l'année de la mise en place des premiers éléments de la structure « France » d'ALFM et des grands chapitres de son action auprès des étudiants.

Le 6 avril, précédé la veille par l'Assemblée Générale où nous renouvelons le Conseil d'Administration, nous tenons à Vienne le 3<sup>ème</sup> fomA (forum mondial des Anciens). Notre

objectif est d'y regrouper un grand nombre d'associations et d'établissements en démarche de création ou de développement associatif. En effet, nous constatons un développement considérable de notre réseau d'associations locales depuis notre création : partis de 11 en 2011, nous sommes aujourd'hui 28 et participons en ce moment à la création d'une dizaine d'associations.

Nous formalisons le mode de fonctionnement ALFM/association locale/établissement par une charte qui suit chacun des axes de notre action pour les aider à se développer. L'AEFE tient ses engagements pris au 2<sup>ème</sup> fomA et donne également des instructions très précises aux chefs d'établissement pour aider à créer ou développer ces associations locales. La première charte sera signée au 3<sup>ème</sup> fomA de Vienne par l'association des anciens du lycée français de Bruxelles (ALFBxl), le Lycée français Jean-Monnet et l'ALFM.

La direction de la MLF croit également à cette démarche et le rendez-vous est pris pour y travailler ensemble. Et enfin le bon accueil reçu auprès de la FAPEE depuis nos premiers pas nous montre que les parents d'élèves, y compris ceux investis dans la gestion d'un bon nombre d'établissements, sont sensibles à la plus-value apportée par ce réseau d'ancien à chacun d'entre eux.

Si vous voulez suivre de près l'évolution de l'ALFM, n'hésitez pas à visiter notre site et à vous inscrire à nos événements.

*Propos recueillis par Isabelle TARDE-GONZALEZ*

**3<sup>ème</sup> fomA :** <http://www.foma2013.at>

**ALFM :** <http://www.alfm.fr> - [contact@alfm.fr](mailto:contact@alfm.fr)

## ASSOCIATIONS PARTENAIRES D'ALFM

### Fondatrices :

- Beyrouth – Collège Protestant
- Bogota – LF Louis Pasteur
- Bruxelles – LF Jean Monnet
- Budapest – LF Gustave Eiffel
- Casablanca – Lycée Lyautey
- La Paz – Collège Franco-Bolivien Alcide d'Orbigny
- Londres – LF
- Madrid – LF
- New-York – LF
- Rabat – LF Gouraud et Descartes
- Vienne – LF

### Depuis le 2<sup>ème</sup> fomA :

- Buenos Aires - Lycée Franco-Argentin Jean Mermoz
- Buenos Aires – Collège Franco Argentin de Martinez
- Fès – Lycée mixte
- Marrakech – Lycée Victor Hugo
- Meknès – Lycée Paul Valéry
- Mexico – Lycée Franco-Mexicain
- Milan – Lycée Stendhal
- Sofia – Lycée Victor Hugo

### Sont en cours de création :

- Cali – LF Paul Valéry
- El Salvador – LF Antoine et Consuelo de St-Exupéry
- Jakarta – LF Charles Damais
- Moscou – LF
- New-York – Lyceum John Kennedy
- Rome – Lycée Chateaubriand
- Sydney – Lycée Condorcet
- Washington – Lycée Rochambeau
- Phnom Penh – Ecoles françaises
- Hong-Kong – LFI

**A venir :** Mexico, Athènes,...

# Parents de la FAPÉE



Maroc : Représentants des APE indépendantes AEFE/OSUI



Séminaire sur la gouvernance Lomé

Les parents et gestionnaires investis dans l'enseignement français à l'étranger sont des acteurs essentiels de la vie et du développement des établissements.



Parents d'élèves à Casablanca



Séminaire sur la gouvernance Shanghai



Parents/ FAPÉE/ Service culturel

Il est important de considérer les parents d'élèves et de considérer leurs capacités et qualités pour élaborer des réponses communes aux sujets qui nous préoccupent tous. Il faut mettre leurs compétences multiples à profit.

Tous ces hommes et femmes sont des professionnels du bénévolat.

## AGENDA DE LA FÉDÉRATION :

- ♦ **Séminaire de la Mission laïque** : Poitiers, avril 2013
- ♦ **Travaux sur l'avenir du Réseau** de l'enseignement français à l'étranger : Paris, avril-mai 2013
- ♦ **Séminaire AEFE des chefs d'établissement partants** : Sèvres, mai 2013
- ♦ **Assemblée Générale de la FAPÉE** : Paris, 6 juillet 2013  
\*Thématique autour de l'Ecole numérique
- ♦ **Rencontres régionales de parents d'élèves** :
  - **MAROC** - APE indépendantes : 24-25 mai 2013
  - **LIBAN** - Comité de parents des lycées français : octobre 2013



Lors du conseil d'administration de la FAPÉE

